

## Convention de cofinancement

### Entre

L'Agence nationale de la cohésion des territoires, établissement public de l'Etat créé par la loi n° 2019-753 du 22 juillet 2019, immatriculé sous le numéro SIREN 130 026 032, dont le siège est 20 avenue de Ségur 75007 PARIS, représenté Madame **Agnès REINER**, agissant en sa qualité de directrice générale déléguée à l'appui opérationnel et stratégique de ladite Agence, en vertu d'une délégation de signature qui lui a été consentie en date du 5 décembre 2022 par Monsieur **Stanislas BOURRON**, nommé à cette fonction par décret du Président de la République en date du 1er décembre 2022 et domicilié en qualité audit siège,

Ci-après dénommée «**l'ANCT**»

### Et :

#### **La commune de Saint-Martin-de-Crau**

Immatriculée sous le numéro de SIRET 21130097500011, dont le siège est Place du Docteur Joseph Bagnaninchi 13310 Saint-Martin-de-Crau, représentée par son Maire Monsieur Christophe LAUFRAY.

Ci-après dénommée la «Commune».

Ci-après désignées ensemble les « Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

En application de l'article L. 1231-2.-I du code général des collectivités territoriales, sans préjudice des compétences dévolues aux collectivités territoriales et à leurs groupements et en articulation avec ces collectivités et groupements, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a pour mission, en tenant compte des particularités, des atouts et des besoins de chaque territoire, de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements mentionnés à l'article L. 5111-1 du présent code dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets, notamment en faveur de l'accès aux services publics, de l'accès aux soins dans le respect des articles L. 1431-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique, du logement, des mobilités, de la mobilisation pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les quartiers urbains en difficulté, de la revitalisation, notamment commerciale et artisanale, des centre-ville et centres-bourgs, de la transition écologique, du développement économique ou du développement des usages numériques.



A ce titre, elle apporte un concours humain et financier aux collectivités territoriales et à leurs groupements.

### **Article 1<sup>er</sup> : Contexte et objet de l'intervention**

Saint-Martin-de-Crau, Petite ville de demain, a engagé une étude sur la définition de la stratégie pour le renforcement de sa centralité. La concertation avec la population et les commerçants est essentielle pour la vision partagée, la définition de la stratégie, la programmation urbaine, ainsi que le volet mobilité de l'étude de centralité puisqu'il s'agit de faire adhérer autour d'un projet partagé. Il n'est pas pris en charge par les agences d'urbanisme mobilisées.

La commune souhaite pouvoir bénéficier d'un accompagnement à la concertation dès le démarrage de la seconde phase de l'étude de la centralité.

A ce titre, il y a lieu de conclure la présente convention entre les Parties afin d'y préciser les modalités pratiques et financières de l'accompagnement de l'ANCT et de la participation de la collectivité.

### **Article 2 : Modalités de l'accompagnement de l'ANCT**

L'étude suivante sera réalisée : **Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la concertation et la communication dans le cadre d'une étude de centralité urbaine**

Elle est confiée à la société Néorama, 6 Bis Rue Paul Gros 33270 FLOIRAC, n° SIRET 808 833 875 000 12, titulaire du marché n°2022/A020 de l'ANCT.

Ci-après dénommée « Etude »

La durée prévisionnelle de la mission est estimée à 5 mois.

Voir la note méthodologique en annexe n°2.

### **Article 3 : Détermination du montant des participations financières des Parties**

Le coût prévisionnel de l'étude s'élève à 37 620 €. L'ANCT avance la totalité des frais et appellera la participation financière de la commune à hauteur de 20 % de ce coût, soit un montant de 7 524 €.

### **Article 4 : Modalités de règlement**

Le montant de la participation du Bénéficiaire sera versé en une seule fois au terme des études réalisées. Ce montant est ferme et couvre l'intégralité de la participation versée par la Commune.

Le versement de la participation devra intervenir en tout état de cause dans les 60 jours suivant l'avis de somme à payer.





L'avis de somme à payer est à déposer par l'ANCT sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants :

SIRET 21130097500011  
N° de commande : FT230261

Toute correspondance relative à l'exécution de la convention doit être transmise à l'adresse de la commune : [sta@smartindecau.fr](mailto:sta@smartindecau.fr)

Les crédits sont versés sur le compte de l'ANCT, dont les coordonnées bancaires sont les suivantes :

Identifiant national de compte bancaire - RIB							
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation			
10071	59000	00001020148	89	TPLILLE			
Identifiant international de compte bancaire - IBAN							
IBAN (International Bank Account Number)							
						BIC (Bank Identifier Code)	
FR76	1007	1590	0000	0010	2014	889	TRPUFRP1

**TITULAIRE DU COMPTE :**

**AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES**

### Article 5 : Evaluation finale

A l'achèvement de l'accompagnement par l'ANCT du projet, et au plus tard à la date de fin de la présente convention, une évaluation des résultats de cet accompagnement est transmise à l'ANCT.

Au plus tard un an après la date de fin de la présente convention, la commune transmet à l'ANCT une évaluation de l'impact de l'accompagnement du projet par l'ANCT sur la conduite de ce dernier, visant également à apprécier dans quelle mesure cet accompagnement a contribué à la réussite de ce projet.

### Article 6 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties et est conclue pour une durée déterminée, elle s'achève à la livraison du dernier livrable et au plus tard le 31 décembre 2023.

### Article 7 : Communication

Les financements accordés par l'ANCT doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public.

Tous les documents de promotion et de communication doivent porter le logotype de l'ANCT



(affiches, flyers, programmes, site internet...) et la mention "avec le soutien de l'ANCT" pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels.

L'ANCT autorise le Bénéficiaire dans le cadre de l'Etude :

- à utiliser son logo joint en annexe,
- à faire mention de la contribution de l'ANCT sous une forme qui aura reçu un accord préalable et écrit.

De manière générale, chacune des parties à la présente convention s'engage dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de son cocontractant, à ne pas divulguer d'informations confidentielles dont il aurait eu connaissance dans le cadre de cette convention.

En outre, chacune des parties s'engage à informer son cocontractant de tout projet d'action promotionnelle.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'ANCT et du Bénéficiaire, par l'une des Parties, non prévue par le présent article, est interdite.

## **Article 8 : Propriété intellectuelle et exploitation des résultats**

### **8.1 - Utilisation des documents par la commune**

Dans le cadre de la convention, l'ANCT autorise expressément la commune à reproduire, représenter, et diffuser les livrables sur tous supports et par tous moyens, à titre non exclusif et gratuit, à des fins de communication exclusivement interne pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents à ces livrables et pour une exploitation à titre gratuit.

En conséquence, l'ANCT s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit ses cocontractants contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle.

L'ANCT s'engage notamment à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre ses cocontractants au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

### **8.2 - Utilisation des documents de l'EPCI par l'ANCT**

La commune autorise expressément l'ANCT à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe, les documents de présentation d'information et de promotion des activités de l'EPCI, et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge de l'ANCT en vertu de la présente convention.



### Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

### Article 10 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les Parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

### Article 11 : Litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Paris.

Fait en deux (2) exemplaires,  
A Paris, le 07/09/2023

Pour la **commune de  
Saint-Martin-de-Crau**  
Le Maire

Pour l'**ANCT**  
Pour le directeur général et par délégation,  
La directrice générale déléguée  
à l'appui opérationnel et stratégique  
Agnès REINER



## Annexe - Logos



## Marque et logo type de l'ANCT



## Annexe 2 : La note méthodologique

